

AKTUELL

POLICE

Sentiments subjectifs

Luc Caregari

La police constate les effets de la crise économique sur la délinquance - pourtant elle ne propose pas d'alternative au tout-répressif.

Les statistiques policières, surtout celles en rapport avec l'évolution de la délinquance, sont toujours à prendre avec précaution. Ainsi, si le taux de criminalité est en constante hausse depuis 2005, cela ne veut pas dire que l'insécurité règne dans les rues de Luxembourg - même si quelques médias, dans un élan de sensationnalisme, ont voulu le faire croire.

En analysant les chiffres en détail, on se rend compte de deux choses. Premièrement, l'augmentation de la délinquance est aussi due à une activité policière en nette hausse, ainsi qu'au meilleur fonctionnement des commissariats de proximité. En d'autres mots : en 2009, le nombre de plaintes a augmenté et avec lui le taux de criminalité mesurée. Et puis, ce n'est pas la « grande » criminalité qui est en hausse, mais surtout les vols avec violence, les vols de téléphones cellulaires, les vols à la tire, les cambriolages et les hold-up contre les stations d'essence - des catégories criminelles liées surtout à la détérioration du climat social. « Depuis quelque temps, nous constatons des vols de vivres, ce qui n'a pas été le cas les années précédentes », rapporte Daniel Reiffers, premier commissaire principal. D'autres indicateurs que le ton monte entre la force publique et la population sont les dégradations en tout genre, également en hausse : qu'il s'agisse de vandalisme ou de graffitis, les indicateurs montrent une nette augmentation. Bien sûr, les agents font aussi les frais d'une telle évolution sur le terrain : les outrages et rébellions à agent ne cessent de se multiplier. C'est pourquoi le ministre de l'intérieur Jean-Marie Halsdorf (CSV), lors de la conférence de presse pendant laquelle ces chiffres ont été dévoilés, a explicitement parlé de « criminalité du pauvre » pour expliquer les chiffres. Faut-il ajouter que les procès-verbaux pour mendicité et vagabondage ont carrément explosé ?

Pourtant, il y a aussi quelques bonnes nouvelles dissimulées ça et



PHOTO:WOXX

Prend les choses très au sérieux : Romain Nettgen.

là : les homicides volontaires ou non sont en baisse constante, ainsi que les vols de voitures. Par contre, les cambriolages ne cessent d'augmenter - dans leur cas, Daniel Reiffers a évoqué « des bandes qui parfois font plusieurs centaines de kilomètres pour cambrioler des maisons au Luxembourg et puis rentrent chez elles ».

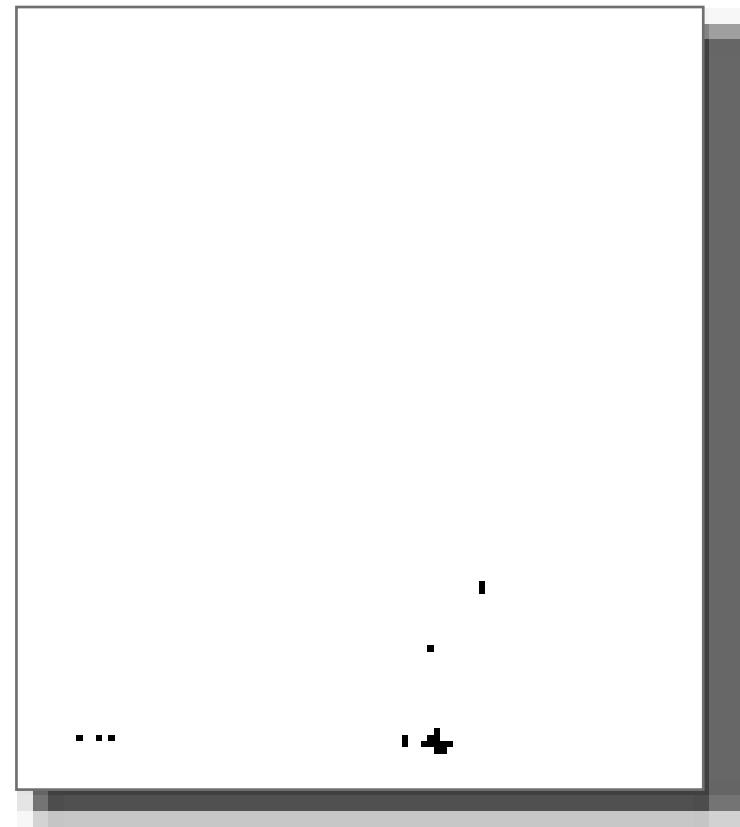
Pour contrer cette évolution, le nouveau directeur général de la police ne promet rien de révolutionnaire : « La police est une composante nécessaire de notre société. Et il faudra encore beaucoup plus de policiers sur le terrain si nous voulons une société sécurisée. » Et d'évoquer que la sécurité serait - selon lui - un facteur de la croissance économique. Avec un taux d'élucidation qui dépasse pour une fois la barre des 50 pour cent, il y a encore du pain sur la planche.

Ce qui n'empêche pas le ministre Halsdorf de miser sur l'effet d'annonce : « En 2011, je présenterai à la Chambre des députés un projet de loi sur une réforme de la police », a-t-il proclamé. Cette réforme concernera l'adaptation de la police aux normes européennes, notamment au fameux programme de Stockholm, inclus dans le traité de Lisbonne. Elle devra, selon le ministre « renforcer le sentiment subjectif de sécurité chez le citoyen » - c'est pas gagné. Mais l'inspection générale de la police (IGP) sera également réformée. Sur ce point, Halsdorf se montre tout de même très prudent : « L'IGP aura peut-être un peu plus de liberté, mais cela dépendra largement des débats parlementaires. » Comme si le syndicat de la police ne demandait pas depuis des années une indépendance réelle de la police des polices, sans quoi celle-ci restera à tout jamais une bonne blague.

SHORT NEWS

Geplante Abschiebung

Vor dem Gefängnis in Schrassig fanden sich am vergangenen Mittwoch etwa 15 Demonstranten ein, um gegen die bevorstehende Abschiebung von sechs zurzeit dort festgehaltenen Nigerianern zu protestieren. Wenngleich es vereinzelte Plädoyers seitens der Asti - Jean Lichtfous als Vertreter des Flüchtlingsrates hatte einen offenen Brief an Arbeits- und Immigrationsminister Schmit gerichtet - wie eine dringende Anfrage des Grünen-Abgeordneten Felix Braz gab, scheint das Schicksal dieser Menschen die Gemüter der Luxemburger Öffentlichkeit nicht weiter zu bewegen. Dabei droht den Betroffenen bei erzwungenen Rückkehr in ihre Heimat möglicherweise der Tod, zumal in einigen Regionen Nigerias in jüngster Zeit immer wieder Menschen aufgrund ihres Glaubens ermordet wurden und dort derzeit quasi bürgerkriegsähnliche Zustände herrschen. Auch Herrn Juncker interessierte diese Problematik nicht besonders. In seiner Rede zu Situation und Perspektiven der Immigrationspolitik versprach er zwar diese zukünftig mit Herz und Verstand anzugehen, ließ sich jedoch keine Zugeständnisse bezüglich der im Lande anwesenden illegalen Einwanderer abtrotzen. Stattdessen gab es viel nebulöse Rhetorik. Das Wort illegal gefalle ihm nicht, meinte Juncker, denn schließlich sei kein Mensch illegal. Seltener war der Unterschied zwischen politischer Rhetorik und Realität so gut sichtbar.



Missbrauchshotline jetzt auch in Luxemburg

Auf die zahlreichen öffentlichen Fälle von sexuellen und physischen Übergriffen an Minderjährigen im Umfeld der katholischen Kirche hat nun nach Deutschland auch das erzbischöfliche Ordinariat in Luxemburg mit der Einrichtung einer Kontaktstelle reagiert. Diese Stelle soll den Betroffenen „die Möglichkeit geben, die Erinnerung an leidvolle Erfahrung auszusprechen, ihre Verletzungen aufzuarbeiten und womöglich Sühnung zu erfahren“. Zudem soll der Weg zu einer „ehrlichen Aufklärung“ bereitet werden und in diesem Sinne „konstruktiv mit den staatlichen Instanzen, vornehmlich der Staatsanwaltschaft“, zusammengearbeitet werden. Drittes Ziel ist es, laut Presseerklärung, „weitere Übergriffe durch verstärkte Prävention zu verhindern“. Den Betroffenen stehen unter der E-Mail hotline@cathol.lu sowie wochentags zwischen 9h und 12h und von 14h bis 17h unter der Telefondurchwahl 621 14 11 15 ReferentInnen aus den Fachgebieten Psychologie, Psychotherapie und Psychiatrie sowie ExpertInnen aus den Sparten Medizin, Sozialarbeit, Seelsorge und Moraltheologie zur Verfügung. In ihrer Erklärung vor den Luxemburger Medien hielten sich die Kirchenvertreter hinsichtlich möglicher Ursachen dieser Missbrauchsfälle bedeckt. Erklärungen auf berechtigte Fragen, wie zum Beispiel wie lange schon und in welchem Maße sexuelle und physische Übergriffe stattfanden, gab es nicht.